



SERVICES TECHNIQUES URBAINS ET INFRASTRUCTURES PUBLIQUES

SOMMAIRE

1. Agenda	1
2. Architecture bâtiment, logistique et énergie	2
2.1 Energie et climat	2
2.2 Architecture, bâtiment et logistique	4
3. infrastructures publiques et réseaux	5
3.1 Patrimoine de voirie	5
3.2 Eau et assainissement.....	6
3.3 Infrastructures portuaires, aéroportuaires et fluviales	8
4. ingénierie écologique	8
4.1 Nature en ville et paysage	8
4.2 Environnement	9
4.3 Déchets et propreté urbaine	11
5. Transversal services techniques territoriaux	13

1. AGENDA

Rencontres nationales de l'ingénierie territoriale : la résilience et les territoires

(Partenariat : AITF - Ville du Havre - CNFPT)

1er et 2 juin 2017 – Le Havre

6ème Rencontres Territoriales de la propreté urbaine

(Partenariat : Toulouse Métropole - CNFPT)

21 et 22 septembre 2017 - Toulouse

Rencontres territoriales des directeurs espaces verts - biodiversité et santé

(Partenariat : HORTIS - Ville de LYON – CNFPT)

Octobre 2017 - Lyon

2.ARCHITECTURE BATIMENT, LOGISTIQUE ET ENERGIE

2.1 Energie et climat

Energie. «Le scénario négaWatt permet à chaque territoire de valoriser ses ressources» / SCHNEID OLIVIER

lagazettedescommunes.com, 27/01/2017

L'association négaWatt a présenté mercredi 25 janvier 2017, à Paris, son scénario 2017-2050 pour engager la transition énergétique de la France. Le point sur ce qui attend les collectivités avec l'un de ses porte-parole, Yves Maignac.

Remises de trophées et de labels aux Assises européennes de la transition énergétique / LENORMAND ANNE

Localtis.info, 31/01/2017

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250278390807&cid=1250278389793>

A l'occasion des Assises européennes de la transition énergétique, qui se sont tenues à Bordeaux du 24 au 26 janvier, l'Ademe a décerné ses trophées de l'adaptation au changement climatique à trois territoires et remis les labels Cit'ergie et CAP Cit'ergie à 17 collectivités.

Des projets exemplaires de financement participatif dans les TEPCV

Ministère de l'écologie et du développement durable, 26/01/2017

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/des-projets-exemplaires-financement-participatif-dans-territoires>

En créant un nouveau modèle énergétique français, la loi de transition énergétique pour la croissance verte a permis le développement du financement participatif des projets d'énergie renouvelable. Ils constituent un levier essentiel pour porter la part de ces énergies à 40% de la production d'électricité d'ici à 2030. Les territoires à énergie positive pour la croissance verte, soutenus par le ministère, montrent l'exemple.

Les intercos en retard pour réaliser leurs plans climat air-énergie / GARRIGUES ARNAUD

lagazettedescommunes.com, 25/01/2017

Les collectivités accusent un retard dans la réalisation de leurs plans climat-air-énergie, qui doivent être finalisés à la fin 2016 pour les EPCI de plus de 50 000 habitants. Mais la décentralisation est bien en marche et porte dans son sillage de grandes opportunités de développement économique. Retour sur la première journée des Assises européennes de la transition énergétique à Bordeaux.

Occitanie. La région se fixe le cap de l'énergie positive / WANAVERBECQ CHRISTIANE, LELONG JEAN

Moniteur des travaux publics et du bâtiment (Ie), 20/01/2017, n° 5905, p. 56

Couvrir la totalité des besoins énergétiques du territoire grâce à des sources renouvelables. C'est l'objectif visé par la région Occitanie qui ambitionne ainsi de devenir à l'horizon 2050 la « première région à énergie positive d'Europe ». Le cap a été fixé le 28 novembre par l'assemblée régionale. L'année 2017 devra permettre à la collectivité de définir les trajectoires possibles et d'identifier les actions à engager. « La démarche repose sur deux piliers, explique Agnès Langevine, vice-présidente chargée de la transition écologique et énergétique. D'abord, améliorer l'efficacité énergétique, ce qui passe par la massification de la rénovation énergétique des bâtiments ; ensuite, développer les énergies renouvelables. »

Information des collectivités sur le plan climat-air-énergie territorial / ZIGNANI GABRIEL

lagazettedescommunes.com, 17/01/2017

Une note précise les rôles des préfets, des services déconcentrés du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer, et de l'ADEME en matière de plans climat-air-énergie territoriaux (PCAET) prévus par l'article 188 de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte et par le décret n° 2016-846 du 28 juin 2016 relatif au plan climat-air-énergie territorial. Elle demande notamment aux préfets de région d'informer les EPCI à fiscalité propre de plus de 20 000 habitants, la métropole de Lyon, les établissements publics territoriaux et la commune de Paris, de l'obligation d'adopter un plan climat-air-énergie territorial. Ce texte expose également les modalités de consolidation de l'avis de l'État tout en précisant la démarche pour le bon exercice du contrôle de légalité.

http://circulaire.legifrance.gouv.fr/pdf/2017/01/cir_41708.pdf

Électricité : les renouvelables esquissent un sourire / DESCAMPS OLIVIER

lagazettedescommunes.com, 12/01/2017

Si la filière nucléaire a été chahutée en 2016, le dernier baromètre publié par Observ'ER confirme la bonne dynamique des énergies renouvelables électriques en France... Avec toutefois un fort contraste entre les filières. De la bonne tenue du secteur photovoltaïque aux difficultés des installations hydroélectriques, zoom sur quelques tendances fortes.

Énergie : le cadastre solaire sort de l'ombre / BLOSSEVILLE THOMAS

environnement-magazine.fr, 01/2017, n° 1754, p. 17-19

Dans la panoplie d'un territoire en transition énergétique, le cadastre solaire s'impose peu à peu comme un outil facilement accessible. Mais est-il utile ?

Transition énergétique : la chaleur et le biogaz à la traîne / FABREGAT SOPHIE

Environnement et Technique, 01/2017, n° 365, p. 52-53

Deux députés déplorent le faible soutien à la chaleur renouvelable et au biogaz, alors que ces énergies pourraient jouer un rôle clé dans la transition énergétique. Ils plaident pour une augmentation et une adaptation des aides qui leur sont dédiées.

Certificats d'économies d'énergie. De nouvelles opportunités à saisir / DESCAMPS OLIVIER

Environnement magazine, 01/2017, n° 1754, p. 24-31

Sauvé en 2016 par l'obligation faite aux énergéticiens d'aider les ménages précaires, le dispositif des Certificats d'économies d'énergie devrait vite retrouver des couleurs. Sauf coup de théâtre, sa quatrième période de trois ans va doubler l'objectif assigné aux acteurs obligés.

PCAET : l'ADEME publie un guide complet et actualisé / Esther BAILLEUL

territoires-energie-positive.fr, 23/12/2016

<http://www.territoires-energie-positive.fr/actus/pcaet-l-ademe-publie-un-guide-complet-et-actualise>

Un nombre important de territoires font évoluer leur PCET en Plan climat air énergie territorial, vont devoir rapidement l'élaborer ou l'adaptent à un nouveau périmètre. En effet, les récentes évolutions réglementaires et les réformes territoriales sont en train de redessiner la carte française des collectivités locales et des établissements publics, faisant apparaître des communes nouvelles et intercommunalités fusionnées. En parallèle, la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015 a redéfini les modalités et les objectifs de la planification énergétique, confiant l'élaboration et la mise en œuvre des plans climat aux EPCI de plus de 20 000 habitants.

Pour appuyer les territoires dans cette tâche et leur donner les clés pour agir, l'ADEME vient de publier un guide « PCAET – Comprendre, construire et mettre en œuvre ».

CSR : le petit combustible qui monte / DESCAMPS OLIVIER

lagazettedescommunes.com, 22/12/2016

Tri à la source des biodéchets, déclin annoncé de l'enfouissement, besoin d'alternatives aux énergies fossiles... Tous les voyants sont au vert pour le combustible solide de récupération. Un bémol : leur valorisation en énergie est peu soutenue... Surtout dans les collectivités.

ENR : la collectivité doit penser local, plaide un rapport / SCHNEID OLIVIER

lagazettedescommunes.com, 22/12/2016

Le mouvement Tepos et l'association CLER ont publié, mercredi 14 décembre 2016, un rapport intitulé "Financer le développement de projets d'énergie renouvelable d'intérêt territorial". Ce guide méthodologique, outre des conseils délivrés à travers des retours d'expérience, est un appel aux collectivités à « s'investir activement » dans de telles opérations, « une formidable opportunité de créer de la richesse localement ».

Le label énergie-carbone / NOTTE Dominique

Magazine de l'ingénierie territoriale (Le), 12/2016, n° 21, p. 26

Le label énergie-carbone accélérera le développement de bâtiments à énergie positive, explique Christian Cardonnel, président de la commission Energies renouvelables et bâtiment du Syndicat des énergies renouvelables. Le point sur le dispositif.

Plateformes territoriales de rénovation énergétique et lutte contre la précarité énergétique

Focus précarité énergétique - Réseau RAPPEL, 2016, n° 18, 12 p.

http://www.precarite-energie.org/IMG/pdf/FOCUS_no18_V_finale.pdf

- Plateformes territoriales de la rénovation énergétique : quézaco ?
- Comment rendre les SLIME et les plateformes de la rénovation énergétique de l'habitat complémentaires
- Interview croisée de l'Ademe, l'Anil et l'Anah
- Les Ambassadeurs éco-énergie au cœur de la plateforme de la rénovation de l'agglomération de Valence Romans
- Tinergie Brest : l'intégration de la précarité énergétique à la plateforme locale de l'habitat

2.2 Architecture, bâtiment et logistique

Nouveaux bâtiments publics : les exigences de performance bientôt fixées / BOUGHRIET RACHIDA

Actu-environnement.com, 23/01/2017

Les exigences prévues pour les nouveaux bâtiments publics exemplaires à énergie positive et à haute performance environnementale sont soumises à consultation par les ministères du Logement et de l'Environnement.

Rénovation des bâtiments publics : les contraintes budgétaires freinent les communes / BOUGHRIET RACHIDA

Actu-environnement.com, 13/01/2017

Les contraintes financières et le manque de compétences techniques ralentissent la transition énergétique des bâtiments communaux, selon une étude commandée par les professionnels de la gestion de l'énergie dans les bâtiments.

<http://www.quiz-energiesdescommunes.fr/>

Réglementation technique & droit de la construction : ce qui change au 1er janvier 2017 / D'AUZON

SOPHIE, POUTHIER ADRIEN, DEJEU MATHIEU, REINHART CAROLINE, Isabelle D'ALOIA

lemoniteur.fr, 06/01/2017

Travaux de géothermie, ascenseurs dans les grues, travaux embarqués... De nombreuses mesures applicables au 1er janvier impactent le secteur du BTP en matière de réglementation technique, performance énergétique et droit de la construction. « Le Moniteur » les a compilées pour vous.

Écoconstruction. Bâtiments à énergie positive : enfin une définition légale ! / MARCANGELO LEOS PHILIE

environnement-magazine.fr, 05/01/2017

Le décret relatif à l'exemplarité des bâtiments publics est paru. Il précise les notions charnières de bâtiment à énergie positive et à haute performance environnementale.

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2016/12/21/LHAL1600259D/jo/texte>

L'exemplarité énergétique des bâtiments publics définie par décret

Acteurspublics.com, 03/01/2017

Un décret paru au Journal officiel le 23 décembre dernier précise les critères selon lesquels les bâtiments publics peuvent être considérés à "haute performance environnementale" ou à "énergie positive". Ce décret est pris en application de la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte.

Immeubles en matériaux recyclés : c'est pour demain ?

Lettre du cadre territorial (la), 01/2017, n° 504, p. 78-79

Les projets sont encore rares ou emblématiques, au stade de la promotion du concept. Pourtant, il existe une véritable filière à construire pour valoriser les nombreux déchets issus du BTP. En Allemagne, l'État a mené un projet sur un lot d'immeubles à Berlin, pendant qu'une maison témoin était édifée en Belgique pour encourager l'utilisation de ces matériaux.

Un bonus de constructibilité pour les écoles économes en énergie / STEPHANT JEAN-PAUL

Acteurs de la vie scolaire, 01/2017, n° 83, p. 16-17

Afin de favoriser les projets économes en énergie, un décret vient de permettre le dépassement du seuil réglementaire pour les projets exemplaires. Plusieurs conditions sont à remplir pour pouvoir bénéficier de ce régime dérogatoire.

Comment protéger les circuits électriques ? / STEPHANT JEAN-PAUL

Fiches pratiques techniques, 01/2017, n° 205, 01/126

Quels appareils utiliser pour protéger les circuits électriques des surtensions ou de la foudre ou garantir les personnes contre les risques électriques ? Après avoir rappelé la nécessité de cette protection, l'objet de cette fiche est de présenter les différents types de coupe-circuit : les fusibles, les interrupteurs et disjoncteurs avec leur pouvoir de coupure et leur seuil de déclenchement, les contacteurs et relais et enfin, les surtenseurs pour la protection contre la foudre.

RT des bâtiments existants : l'entrée en vigueur de l'arrêté est repoussée à 2018 / BOUGHRIET RACHIDA

Actu-environnement.com, 22/12/2016

Prévue pour 2017, l'entrée en vigueur de l'arrêté qui met à jour la Réglementation thermique des bâtiments existants est reportée à 2018 pour laisser le temps aux industriels de mettre des produits plus performants sur le marché.

Le BIM ou quand le numérique fait son entrée dans le secteur du bâtiment / DEVILLERS OLIVIER

Maires de France, 12/2016, n° 341, p. 65

Le nouveau système "Bâtiment et informations modélisées" (BIM) promet de révolutionner tant la programmation, la conception que la maintenance des bâtiments.

3. INFRASTRUCTURES PUBLIQUES ET RESEAUX

3.1 Patrimoine de voirie

« Il faut rapidement mettre en œuvre la réforme du stationnement » / DA CRUZ NATHALIE

lagazettedescommunes.com, 31/01/2017

La réforme du stationnement payant de surface, qui concerne 800 communes, entre en vigueur le 1er janvier 2018. Dans un entretien à la Gazette, le préfet Stéphane Rouvé, délégué de la Mission interministérielle pour la décentralisation du stationnement (MIDS), veut sensibiliser les élus locaux. Il fait le point sur les grands enjeux de la réforme, le calendrier à observer et les options qui se présentent aux collectivités.

Transférer la compétence "voirie" à un établissement de coopération intercommunale / BERNARDI

EVE-LINE

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 23/01/2017, n° 2350, p. 60-61

La compétence "voirie" peut-être "obligatoire" ou "optionnelle". Les biens nécessaires à l'exercice de cette compétence peuvent être transférés en pleine propriété ou simplement mis à disposition de l'EPCI. Lorsque la compétence "voirie" est transférée à l'échelon intercommunal, la police de la conservation est exercée par le président de l'EPCI.

Arrêté du 5 janvier 2017 relatif à la création de panneaux de signalisation d'annonce d'une zone contrôlée par un ou plusieurs dispositifs de contrôle automatisé

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 17/01/2017, n° 14

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2017/1/5/INTS1634853A/jo/texte>

Décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 13/01/2017, n° 11

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2017/1/12/2017-26/jo/texte>

Ce décret uniformise les dispositions relatives aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques.

Prévention des endommagements de réseaux : un guide complet disponible / MARCANGELO LEOS PHILIE

Localtis.info, 10/01/2017

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&cid=1250278267810>

Quatre ans après l'entrée en vigueur de la réforme anti-endommagement, dite également réforme "DT-DICT", un arrêté publié le 30 décembre dernier vient conforter cet arsenal réglementaire dont les résultats sont d'ores et déjà très positifs, avec une réduction notable du nombre de dommages aux réseaux de gaz et de matières dangereuses.

Réforme du stationnement : les grandes villes prêtes à démarrer, les petites au point mort / DA CRUZ NATHALIE

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 09/01/2017, n° 2348, p. 10-11

Janvier 2018, le stationnement payant sur voirie sera dépenalisé et décentralisé, une mesure qui concerne 800 communes. Si les grandes villes sont, pour la plupart, dans les starting-blocks pour mettre en œuvre cette réforme, nombre de villes petites et moyennes s'interrogent et tardent à se préparer.

Le transfert de la voirie aux communautés de communes et d'agglomération (50 questions)

Courrier des maires et des élus locaux (le), 01/2017, n° 308 - cahier détachable, 15 p.

Au carrefour de deux droits complexes, celui du domaine public routier et celui de la coopération intercommunale, la "voirie communautaire" au sein des communautés de communes et d'agglomération soulève de nombreuses questions quant à sa définition même ou à sa mise en œuvre : qu'est-ce que l'intérêt communautaire et, partant, la compétence communautaire ? Quels en sont les contours et les limites (avec la notion "d'accessoire" de voirie) ? Comment s'articule-t-elle avec d'autres compétences telles que les transports ou les zones d'activités, quid des pouvoirs de police, de l'établissement des AOT et des RODP ? Éléments de réponse en 50 questions.

Le stationnement gênant, une plaie pour les municipalités / COHEN-BACRIE BRUNO

lagazettedescommunes.com, 30/12/2016

Au titre de ses pouvoirs de police, le maire est compétent pour réglementer le stationnement sur le territoire communal. Il peut donc interdire le stationnement des véhicules sur certaines voies publiques. On distingue différents types de « gênes » en la matière.

La ville des flux, hier, aujourd'hui, demain / PICON ANTOINE

Urbanisme, 11/2016, n° HS n°58, p. 53-54

Bordeaux apparaît emblématique de l'évolution des conceptions de la mobilité, qui conduit à reposer la question de la voirie urbaine.

Demain, la mobilité périurbaine / DESJARDINS XAVIER

Urbanisme, 11/2016, n° HS n°58, p. 58-59

En France, l'action publique s'intéresse à la mobilité périurbaine. L'enjeu est de changer de regard, notamment pour appréhender les évolutions des pratiques des habitants.

3.2 Eau et assainissement

D'ici 2025, les politiques de l'eau doivent être repensées, plaide le CFE / NEDEY FABIENNE

lagazettedescommunes.com, 31/01/2017

Le Cercle français de l'eau, un think-tank ayant pour ambition de promouvoir une politique volontariste et ambitieuse de l'eau, vient de se livrer à un intéressant exercice de bilan et de prospective : penser l'avenir de l'eau à l'horizon 2025. Revue en détail des priorités à venir dans ce domaine, selon les experts.

Comment prendre en compte les eaux pluviales dans les documents d'urbanisme / RADISSON LAURENT

Actu-environnement.com, 24/01/2017

Parmi les différentes actions permettant d'optimiser la gestion des eaux pluviales figure leur prise en compte dans les documents d'urbanisme. La loi Alur et la loi sur la biodiversité renforcent cette intégration.

Eau : Le syndicat d'eau du bassin rennais sécurise son approvisionnement en devenant producteur d'électricité

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 23/01/2017, n° 2350, p. 47

La collectivité Eau du bassin rennais (EBR) s'est mise à produire de l'électricité. En achetant un barrage hydroélectrique, qui est également un bassin de stockage d'eau brute, elle garantit l'alimentation en eau de sa principale usine de potabilisation.

Comment mettre en place la tarification sociale de l'eau au service des plus démunis / Adeline FARGES

lagazettedescommunes.com, 19/01/2017

Depuis 2006, le droit à l'eau potable pour tous est inscrit dans la loi. Las, face à une précarité grandissante, les foyers modestes ont de plus en plus de mal à assumer cette charge. Les factures d'eau sont lourdes pour les familles bénéficiaires des aides sociales. Celles qui y consacrent plus de 3% peuvent désormais compter sur un coup de pouce. Tarifs préférentiels, mètres cubes gratuits... Afin d'éviter la précarité hydrique, la loi «Brottes» permet de déroger au principe d'égalité de traitement entre usagers.

La loi Notre, l'arrêt de mort des régies de l'eau ? / LUNEAU SYLVIE

lagazettedescommunes.com, 11/01/2017

La loi NOTRe met fin à la gestion communale de l'eau, héritée de la Révolution. D'ici à 2020, les communes passeront obligatoirement la main à l'intercommunalité. Ce grand chamboulement territorial met-il un frein à la gestion publique de l'eau ou est-il au contraire une opportunité ? Éléments de réponse.

Sdage, Sage : un projet de décret opère certains ajustements / MARCANGELO LEOS PHILIE

Localtis.info, 10/01/2017

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250278270812&cid=1250278267327&nl=1>

Réforme de la participation du public, procédures simplifiées, décision de la Cour de justice de l'Union européenne...: autant d'évolutions prises en compte par un nouveau projet de décret relatif aux schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage) et schémas d'aménagement et de gestion des eaux (Sage).

Gemapi. Compétences, missions : les incertitudes subsistent !

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 09/01/2017, n° 2348, p. 54-55

L'imbrication des missions portant sur la gestion du grand cycle de l'eau permet de s'interroger sur le contenu exact de la compétence et sur ce qui relève des autres domaines. Au-delà du contenu même de la compétence, dont les contours restent à définir, les craintes portent sur l'ampleur des obligations induites par le transfert de cette compétence. La loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité a fait disparaître l'incertitude quant aux actions pouvant être financées par la taxe « Gemapi ».

La deuxième vie des eaux usées laisse place à de nouveaux usages / LUNEAU SYLVIE

Techni.cités, 01/2017, n° 299, p. 17- 22

Il est temps de changer de modèle. Produire, consommer, jeter, cette économie linéaire appartient au passé. La réutilisation des eaux usées traitées s'inscrit dans la nouvelle économie circulaire. Tous les usages ne nécessitent pas d'eau potable. 2016 a été une année charnière, avec une impulsion positive de l'Etat. Dès 2017, plusieurs collectivités vont se lancer pour tester de nouveaux usages.

Gemapi : un chantier titanesque / NEDEY FABIENNE

Hydroplus, 01/2017, p. 24-30

La compétence Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (Gemapi) est obligatoire pour le bloc communal à compter du 1er janvier 2018. Les collectivités qui ont devancé l'échéance confirment l'ampleur et la complexité du chantier.

Une vraie stratégie pour les réseaux d'assainissement / DELMOLINO ALEXANDRA

Hydroplus, 01/2017, p. 32-33

Contrainte par les budgets, peu prioritaire, la gestion patrimoniale des réseaux d'assainissement doit faire l'objet d'une stratégie particulière afin de maintenir, à long terme, le bon état des installations.

Se préparer à la Gemapi / TILLON Fabien

Magazine de l'ingénierie territoriale (Le), 12/2016, n° 21, p. 27

La loi Maptam attribue à partir de 2018 une compétence unique à l'échelon intercommunal en matière de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (Gemapi)

3.3 Infrastructures portuaires, aéroportuaires et fluviales

Calais - Le chantier du port avance contre vents et marées / LAURENT ANTHONY

Moniteur des travaux publics et du bâtiment (le), 13/01/2017, n° 5904, p. 41

C'est à Calais que se déroule actuellement le chantier portuaire le plus important d'Europe. Des travaux d'extension qui doivent répondre à l'évolution du trafic et de la taille des bateaux - jusqu'à 240 m de long pour 35 m de large dans les années à venir. Le projet estimé à 675 millions d'euros sera livré pour le 13 janvier 2021.

4. INGENIERIE ECOLOGIQUE

4.1 Nature en ville et paysage

Cadres de vie. Des espaces verts connectés, pour le plaisir du public et l'intérêt de leurs gestionnaires / VILLE FREDERIC

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 09/01/2017, n° 2348, p. 43

Le numérique s'invite dans les espaces verts, pour enrichir la visite et améliorer le monitoring végétal.

Quand l'histoire et le paysage façonnent et transforment la ville ! / MEUNIER MARTINE

Horticulture et paysage magazine. Espaces verts, 01/2017, n° 177, p. 34-36

C'est une démarche globale et transversale que la ville de Montluçon engage pour mettre en œuvre son projet de développement urbain. Dans le cadre d'un dialogue compétitif avec l'équipe constituée par Joan Busquets et Michel Devigne, la ville veut organiser son avenir, recoudre la cité médiévale et la ville industrielle fracturée par le Cher qui les séparent. L'objectif est de créer une nouvelle centralité autour du fleuve, de raccrocher les quartiers, d'initier de nouvelles mobilités et de créer une nouvelle trame urbaine autour du Cher.

Des canaux en jardins, Valence mise sur la qualité du cadre de vie / MEUNIER MARTINE

Horticulture et paysage magazine. Espaces verts, 01/2017, n° 177, p. 42-44

Elus et services espaces verts conduisent de grands projets d'aménagement et de valorisation du patrimoine historique de la ville. Ils s'appuient sur des équipes motivées et des habitants fortement impliqués dans des initiatives en faveur du développement durable et de l'embellissement. Des alliés de taille pour renouveler l'image de la "Porte du midi".

Bourg-en-Bresse : un "projet de service" écologique et économique ! / MEUNIER MARTINE

Horticulture et paysage magazine. Espaces verts, 01/2017, n° 177, p. 46-47

Pour allier changement des pratiques, accroissement des surfaces en gestion et viabilité financière, les espaces verts ont mis en place un projet de service intégré à la politique des élus intitulée "Ma ville nature". Au programme : approches managériales participatives, protection de l'environnement, valorisation de la biodiversité, démocratie participative et à la clé...des économies pour une ville plus verte.
!

Toitures végétalisées : premiers enseignements sur les services écosystémiques rendus / RADISSON LAURENT

Actu-environnement.com, 13/12/2016

Une expérimentation associant un institut de recherche et CDC Biodiversité permet d'éclairer les services écosystémiques offerts par les toitures végétalisées. Ses résultats devraient orienter les choix de conception et de gestion de ces équipements.

<http://www.cdc-biodiversite.fr/wp-content/uploads/2016/11/CP-TOITURES-VF241116-1.pdf>

4.2 Environnement

- **Environnement Biodiversité Ecologie**

La Nouvelle-Aquitaine lance son "GIEC Biodiversité" régional / BOEDEC MORGAN

Localtis.info, 31/01/2017

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250278390807&cid=1250278381469>

A travers une action présentée le 27 janvier, la région Nouvelle-Aquitaine va financer et animer une communauté de scientifiques chargés d'évaluer les impacts de l'érosion de la biodiversité sur tous les secteurs économiques de son territoire. Notamment sur l'agriculture, qui pèse lourd dans cette grande région agricole et forestière.

Appel à projets. Ville durable recherche nouveaux modes de conception et de gestion des projets urbains / CHALARD NATHALIE

environnement-magazine.fr, 31/01/2017

<http://www.environnement-magazine.fr/article/48954-ville-durable-recherche-nouveaux-modes-de-conception-et-de-gestion-des-projets-urbains/>

La session 2017 de l'appel à projets "Démonstrateurs industriels pour la ville durable" visant à identifier de nouveaux sites pilotes et aider les élus et les entreprises à réaliser leurs projets innovants vient d'être lancée. Tout ce qu'il faut savoir...

Des drones contre les inondations / BATTAGLINI SEBASTIEN

Réseaux lignes et canalisations : VRD, 12/2016, n° 232, p. 16-17

La gestion des inondations est un enjeu de grande importance pour toutes les métropoles. Pour cela, tous les outils sont bons, toutes les méthodes permettant une avancée dans le domaine sont utilisables. La ville de Bordeaux a décidé d'adopter une technique parfaitement dans l'air du temps : l'utilisation de drones pour l'inspection des berges afin de réduire les risques d'inondation.

Inondations. Sur la rivière Yzeron, la lutte contre les crues s'organise et profite à la biodiversité

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 16/01/2017, n° 2349, p. 45

Sagyrac (Rhône) 19 communes - 135 600 hab.

Elargissement du cours d'eau, construction de barrages secs et désimperméabilisation des sols doivent prémunir le territoire contre une crue centennale.

Urbanisation du littoral : vers de nouveaux outils pour gérer la montée de la mer / LAPERCHE

DOROTHEE

Actu-environnement.com, 25/01/2017

La proposition de loi sur l'adaptation des territoires littoraux au changement climatique fixe un cadre pour l'aménagement du littoral soumis à un risque de montée de la mer. Des outils comme la zone d'activité résiliente et temporaire sont prévus.

Les députés bannissent le gaz de schiste du territoire national / RADISSON LAURENT

Actu-environnement.com, 25/01/2017

L'Assemblée a voté l'interdiction d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures non conventionnels. Les gaz de couche ne sont toutefois pas interdits et le texte pourrait ne pas être définitivement adopté avant la fin de la législature.

La réforme du Code minier arrive à l'Assemblée nationale sans convaincre / STOLL STEPHANIE

lagazettedescommunes.com, 23/01/2017

La réforme du droit minier est annoncée depuis 2011. Mardi 24 et mercredi 25 janvier 2017, l'Assemblée nationale examinera une proposition de loi qui a peu de chance d'aller au bout de la procédure. Exit la « mine responsable » chère à l'ancien ministre Macron, le texte propose un dispositif participatif ad hoc et la création d'un fonds d'indemnisation des victimes des dégâts miniers.

Biodiversité et chantiers. Quand la nature reprend ses droits / KHALID NOHMANA, KIRALY BARBARA, WANAVREBECQ CHRISTIANE

Moniteur des travaux publics et du bâtiment (Ie), 20/01/2017, n° 5905, p. 12-15

La loi Biodiversité fixe une obligation de résultat à la compensation écologique. Les maîtres d'ouvrage doivent donc redoubler de vigilance, même sur les projets de petite envergure.

Ségolène Royal dévoile la feuille de route de l'Agence française pour la biodiversité / RADISSON LAURENT

Actu-environnement.com, 20/01/2017, n° 1754

La ministre de l'Environnement a dévoilé le plan de travail de la nouvelle agence lors de son premier conseil d'administration. Un programme que ce conseil n'a toutefois pas encore formellement validé.

Première opération de relocalisation pour faire face à l'érosion marine / LUNEAU SYLVIE

lagazettedescommunes.com, 02/01/2017

La communauté d'agglomération Hérault Méditerranée a mené à Vias la première opération de relocalisation. Très difficiles à mettre en place, ces travaux restent modestes pour l'instant : ils ont concerné trois campings sur 900 m de linéaire.

Transition des paysages, du concret face à l'évolution des territoires / CHAMPRES JEROME

Techni.cités, 01/2017, n° 299, p. 26-28

Face aux enjeux contemporains de la transformation des paysages de notre quotidien, des citoyens et des collectivités s'engagent et innovent. Des expérimentations, à toutes les échelles, voient le jour afin de tendre vers des pratiques plus durables. Ces actions remarquables touchent notamment les domaines de l'aménagement du territoire, de la planification et de notre cadre de vie.

La loi biodiversité : une vraie politique de reconquête de la biodiversité ? / LANGLAIS ALEXANDRA, BAUDRY JACQUES

Cahiers français, 01/2017, n° 396, p. 77-82

Pourtant indispensable à la survie de l'humanité, la biodiversité connaît une érosion continue. La loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages entend lutter contre cet appauvrissement du vivant. Alexandra Langlais (chargée de recherche CNRS) et Jacques Baudry (Directeur de recherche INRA) en analysent les principaux aspects et expliquent que le texte de la loi reprend pour une large part des dispositions issues du droit international et du droit européen. Ce renforcement de la législation française manifeste une vision plus exigeante de la biodiversité et instaure un certain nombre de dispositions de nature à faciliter des actions favorables à la biodiversité.

Ecologie territoriale : Orée lance un outil d'évaluation des performances des projets / COLLET PHILIPPE

Environnement et technique, 01/2017, n° 365, p. 18-19

Alors que les démarches d'écologie industrielle territoriale se multiplient, les outils d'évaluation font défaut. Pour répondre aux besoins exprimés par les porteurs de projets et leurs soutiens, Orée lance un outil d'auto-évaluation.

Prévention des inondations : 127 territoires désormais couverts par des programmes d'action / RADISSON LAURENT

Environnement et technique, 01/2017, n° 365, p. 22-23

Ségolène Royal a signé le 28 novembre trois nouvelles conventions en vue d'améliorer la prévention des inondations. La France compte désormais 127 territoires couverts par des programmes d'action.

- **Phyto sanitaire**

"L'applicateur phyto restera un partenaire pour les collectivités" / VIDRIL VALERIE

Lien horticole, 25/01/2017, n° 1000, p. 6

Daniel Lambert, expert et auditeur agréé, cabinet d'expertise et formation phytosanitaire. Phytaudit.com (Antibes, 06).

Encadrement des produits phyto : la protection des riverains passe à la trappe / FABREGAT SOPHIE

Actu-environnement.com, 16/01/2017

Le projet d'arrêté visant à encadrer l'utilisation des pesticides a été mis en consultation. Il a été allégé par rapport au projet de texte en discussion courant décembre, notamment sur les mesures de protection des riverains et des travailleurs.

Collectivités. Zéro phyto : mode d'emploi

environnement-magazine.fr, 04/01/2017

Depuis le 1er janvier 2017, les pesticides n'ont théoriquement plus le droit de cité en zones non agricoles. Tout savoir sur le passage des collectivités au zéro phyto avec Maxime Guérin, chargée d'études chez Plante & Cité.

Le Conseil D'État met un coup d'arrêt aux certificats d'économie de pesticides / RADISSON LAURENT

Actu-environnement.com, 29/12/2016

Mauvaise nouvelle pour l'agro-écologie. Le Conseil D'État annule le dispositif des certificats d'économie de pesticides destiné à réduire leur utilisation. Stéphane Le Foll affirme toutefois sa volonté de poursuivre l'expérimentation.

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000031279342>

Ma commune sans pesticide : Le guide des solutions

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ENERGIE ET DE LA MER, 11/2016, 43 p.

http://www.maire-info.com/upload/files/Guide_zero_pesticides.pdf

A compter du 1er janvier 2017, l'usage des pesticides chimiques sera interdit sur une grande partie des espaces ouverts au public. Votée dans le cadre de la loi de transition énergétique, cette mesure constitue, avec la loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, une avancée majeure pour la protection de la biodiversité et de la santé des populations.

Ce guide présente à la fois des initiatives locales particulièrement réussies et fait le point sur la réglementation applicable dans les espaces publics. Les questions qui ne trouvent pas de réponse dans ce guide pourront être posées sur le site de référence des gestionnaires d'espaces verts ecophytopro.fr

4.3 Déchets et propreté urbaine

Déchets du bâtiment : Amorce enfonce le clou / BOEDÉC MORGAN

environnement-magazine.fr, 31/01/2017

<http://www.environnement-magazine.fr/article/48946-dechets-du-batiment-amorce-enfonce-le-clou/>

Le réseau d'élus et d'entreprises Amorce muscle ses conseils et tente de rassurer les collectivités qui craignent d'être débordées par les volumes de déchets professionnels du BTP atterrissant en déchetterie publique. Le 25 janvier, à l'occasion des 10èmes rencontres qu'elle a organisées à Paris, l'association a détaillé cet enjeu de poids.

« Les collectivités n'ont pas à gérer les déchets du BTP pour les distributeurs » / VERBAERE

ALEXANDRE

lagazettesdescommunes.com, 23/01/2017

Le Conseil constitutionnel a validé mercredi 17 janvier 2017, l'obligation de reprise des déchets du bâtiment par les distributeurs de matériaux pour les professionnels. Cette mesure a été attaquée par leurs organisations professionnelles. Le délégué général de l'association Amorce, Nicolas Garnier, appelle les collectivités à être vigilantes et à ne pas céder à la complaisance.

Assurer la propreté de l'espace public, une question de coordination / GUYON LAURENT

lagazettedescommunes.com, 19/01/2017

Toutes les collectivités quelles que soient leur étendue, leur population et leurs caractéristiques architecturales sont confrontées à la question des voies et moyens permettant d'assurer la propreté de leur espace public. Pour atteindre cet objectif délicat, des mesures concrètes sont prises, notamment afin d'améliorer la bonne synergie des différents services impliqués.

REP et concurrence : l'autorité ouvre le jeu / GUICHARDAZ OLIVIER

DECHETS INFOS, 18/01/2017, n° 107, p. 1-3

L'autorité de la concurrence recommande que les pouvoirs publics pilotent l'équilibrage entre les éco-organismes et contrôlent leurs provisions. Elle préconise le partage des données des éco-organismes et souhaite que la filière emballages devienne "opérationnelle"

Plans régionaux « déchets » : des délais impossibles à tenir / HUTEAU HELENE

lagazettedescommunes.com, 17/01/2017

La loi Notre prévoit que les Régions publient un plan de prévention et de gestion des déchets d'ici février 2017. Où en sont les Régions ? Faut-il en précipiter la rédaction ?

Le top 20 des applis vertes. Déchets : Suivi+ pour une gestion au plus près / CANTO ALBANE

environnement-magazine.fr, 05/01/2017

Collecter les données pour améliorer la gestion des déchets et réduire la facture de 10 à 20 %, c'est la promesse de l'offre Suivi+ que Trinov a développée. La solution repose sur une plateforme numérique, des objets connectés et des algorithmes d'optimisation. Les données proviennent des agents de propreté, équipés de terminaux avec application mobile et systèmes de pesée, d'objets connectés (capteurs de niveau, boutons-poussoirs...), des opérations d'enlèvement (bordereau de suivi, etc.), et du reporting des opérateurs des déchets. Et pour chaque activité, des indicateurs d'exploitation (nombre de lits pour un hôpital, mètres carrés ou chiffre d'affaires pour un centre commercial...) complètent les données.

Trilib' : mode d'emploi et premiers résultats / GUICHARDAZ OLIVIER

DECHETS INFOS, 04/01/2017, n° 106, p. 4-6

40 points de collecte en apport volontaire Trilib' ont été implantés dans quatre arrondissements de la capitale. On vous dit tout (ou presque) sur le fonctionnement du système, les critères d'implantation, les rendements de collecte, la qualité du tri...

Stop à l'obsolescence programmée ! / NAHAPETIAN NAIRI

Alternatives économiques, 01/2017, n° 364, p. 54-56

Pour moins jeter, encore faudrait-il que les fabricants proposent des produits plus durables et réparables. La législation progresse timidement.

Les communautés de communes doivent prendre leurs responsabilités écologiques / LELUBRE David

Intercommunalités, 12/2016, n° 215, p. 23

Au 1er janvier 2017, la totalité des communautés se verront confier, à titre obligatoire, la compétence de collecte et traitement des déchets ménagers. A la veille de cette échéance, David Lelubre, président de la communauté de la Région de Bar-sur-Aube (27 communes, 12133 habitants), témoigne du rôle essentiel que cette compétence "déchets" devra jouer dans la transition écologique.

Collecte et tri des déchets: qui va payer ? / ALLE CAMILLE

Intercommunalités, 12/2016, n° 215, p. 2

Le financement de la collecte et du recyclage des déchets a constitué l'une des actualités brûlantes de cet automne. Qui payera et combien ? les équilibres à trouver entre les éco-organismes des filières de responsabilité élargie des producteurs et les contribuables locaux sont au cœur des débats.

Solliciter le Fonds déchets

Techniques - Aménagement - Développement Durable, 22/12/2016, n° 1073, p. 3

Produire moins de déchets, mieux les trier ou les recycler exige des investissements et des actions d'accompagnement afin de modifier les comportements des usagers. Les collectivités peuvent solliciter des subventions auprès du Fonds déchets de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe).

5. TRANSVERSAL SERVICES TECHNIQUES TERRITORIAUX

Ingénieurs d'Etat et territoriaux : le même métier ? / POINAS SEGOLENE

Techni.cités, 01/2017, n° 299, p. 66-67

Réforme territoriale, transferts de compétences, réduction des effectifs, mobilité : derrière ces évolutions en cours et/ou des projets en discussion, se pose la question des missions des agents des diverses fonctions publiques. Les ingénieurs d'Etat et ceux des collectivités exercent-ils les mêmes métiers ? Sont-ils interchangeables ?

Accédez à l'article : I:\CRDM\POLES VEILLE\TEXTE INTEGRAL ARTICLES LID\2017\01-17\4 TRANSV SCES TECHN\2017-01_TechniCite_IngenieursEtatEtTerritoriaux.pdf

Le changement d'exécutif pour les services techniques, un moment sensible / DUVAL SEBASTIEN

Techni.cités, 01/2017, n° 299, p. 64

Le paysage territorial a subi en deux ans de nombreux changements d'exécutif suite aux élections municipales, départementales et régionales. S'ajoutent les réformes institutionnelles qui imposent les fusions d'EPCI, engendrant là aussi des changements dans les équipes. Ce rythme politique fait partie intégrante de la vie des agents des collectivités. Toutefois, ces chamboulements peuvent générer des peurs, d'où la nécessité d'appréhender les notions de conduite du changement pour l'aborder en douceur.

Accédez à l'article : I:\CRDM\POLES VEILLE\TEXTE INTEGRAL ARTICLES LID\2017\01-17\4 TRANSV SCES TECHN\2017-01_TechniCite_ChangementExecutifServicesTechniques.pdf

Les 11 lettres d'information documentaire thématiques mensuelles, proposées par le réseau des documentalistes du CNFPT, traitent des informations relatives aux champs de l'action publique locale :

1. Action éducative et sport
2. Aménagement et développement durable des territoires
3. Culture
4. Droit public, collectivités territoriales, citoyenneté, achat public
5. Finances et gestion locale
6. Formation professionnelle, ingénierie de formation, pédagogie
7. Information, systèmes d'information
8. Sécurité, police municipale
9. Sécurité, sapeurs-pompiers et risques majeurs
10. Services techniques urbains et infrastructures publiques
11. Solidarité, cohésion sociale, enfance (lettre bimensuelle)

L'objectif de ces lettres est de fournir au lecteur une veille documentaire et de lui fournir des informations issues de la presse, de publications professionnelles et du web.

Les référents-documentalistes de ces lettres sont :

Brigitte BONIN (lettres n°6 et 7), Chantal COUPIGNY (lettre n° 2), Florence FLEURY (lettre n°4), Bérangère GODEMENT (lettres n°11), Hélène JURAIN (lettre n°3), Catherine LE QUERRE (lettre n°5), Annie MOREAU (lettres n°8 et 9), Fabienne ODILE (lettre n°10), Dorothée PLARD (lettre n°1).

D'autres thématiques viendront prochainement enrichir cette veille :

- Communication
- Europe, coopération internationale
- Fonction publique territoriale, statut
- Santé